

La vision de gauche sur les perspectives re négociations de paix (version corrigée)

mardi 13 décembre 2022, par [BONDAR Denys I.](#), [POPOVYCH Zakhar](#) (Date de rédaction antérieure : 12 décembre 2022).

Ces derniers temps, en Occident, on entend de plus en plus souvent le sentiment sur les perspectives d'une fin pacifique de la guerre imposée au peuple ukrainien. Mais de telles négociations sont-elles possibles, et qui en bénéficiera ? Et Poutine souhaite-t-il réellement la paix ? Les forces de gauche ukrainiennes Denys Bondar et Zakhar Popovych ont donné leur avis sur ces questions.

Sommaire

- [Qu'offre réellement le régime](#)
- [Que veulent les Ukrainiens ?](#)
- [Quand les Ukrainiens acceptero](#)
- [Pourquoi n'y a-t-il pas \(...\)](#)

Récemment, le président ukrainien Volodymyr Zelenskyy a déclaré que les négociations sur la fin de la guerre ne pouvaient être que publiques. À cela, l'attaché de presse de Poutine n'a pu que marmonner qu'il ne pouvait même pas imaginer une telle chose car, selon lui, les négociations publiques n'existent pas du tout. C'est une reconnaissance précieuse du fait que les négociations, dans l'entendement du gouvernement russe actuel, ne peuvent avoir lieu que dans la continuité de l'accumulation de mensonges à plusieurs niveaux, ce qui semble être le fondement de la stratégie de communication publique du régime Poutine.

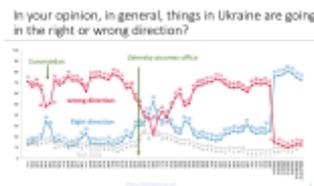
Un excellent exemple de cette activité a été la production sur plusieurs années de nombreuses versions conspirationnistes invraisemblables mais impressionnantes du meurtre de 298 personnes lors du crash du vol MH17 dans le ciel de l'Ukraine le 17 juillet 2014. Sur la base des résultats du procès ouvert, le tribunal néerlandais a établi que le crime a été commis avec le système anti-aérien Buk, que les Russes ont illégalement introduit en Ukraine. Mais, bien sûr, les responsables russes ont déjà rejeté cette décision de justice. Les propagandistes russes s'appêtent à brouiller les pistes et à fournir une occasion d'auto-justification à ceux qui souhaitent rester trompés. [1]

Qu'offre réellement le régime de Poutine ?

La guerre a ouvert de manière très convaincante les yeux des Ukrainiens sur ce qu'est l'État russe moderne et a détruit toute confiance en lui. Toutes les guerres se terminent, bien sûr, par des négociations. L'Ukraine a toujours clairement souligné qu'elle n'avait aucune intention d'atteindre Moscou et d'exiger une reddition totale et inconditionnelle. En outre, le retrait volontaire des troupes russes permettra de préserver la vie des militaires et de la population civile ukrainiens. Est-il possible que ce soit précisément ce dont Poutine veut discuter ? Alors pourquoi ne pas le communiquer publiquement ?

Le plus probable est que les autorités russes tentent à nouveau de trouver une autre combinaison de

mensonges et de manipulations pour gagner du temps et calmer la population apolitique du pays, agitée par une mobilisation partielle. Mais, malgré cela, on peut spéculer que certains compromis pourraient favoriser l'Ukraine dans certaines circonstances. Mais tout compromis n'est possible que s'il existe des raisons de croire que l'accord sera respecté. Il n'y a aucune confiance dans les élites dirigeantes de la Fédération de Russie. Ces mêmes personnes ont déjà signé de tels pactes, notamment le Mémorandum de Budapest de 1994. Même au cours de l'année dernière, ils ont fait des promesses qui ont été rapidement rompues : en février, Poutine a promis qu'il n'y aurait pas d'invasion de l'Ukraine. En septembre, il a déclaré qu'il n'y aurait pas de mobilisation dans la Fédération de Russie. Récemment, Poutine a promis que « la Russie est à Kherson pour toujours ». Seulement dans le dernier cas, les mensonges de Poutine peuvent être justifiés par des circonstances indépendantes de sa volonté sous la forme de forces armées ukrainiennes.



Dans l'image, vous pouvez voir les réponses à la question : « En général, les affaires en Ukraine vont-elles dans la bonne ou la mauvaise direction ? » (Selon les données du groupe « Rating »).

Que veulent les Ukrainiens ?

Actuellement, les Ukrainiens font confiance à leur État. Vous pouvez consulter les résultats d'une enquête du groupe sociologique « Rating », selon lesquels, pendant une guerre de grande ampleur, la part des personnes qui pensent que le pays va dans la bonne direction est passée de 10-20 % au cours de la dernière décennie à 70-80 %. Ce résultat n'a été supérieur à 30 % que pendant l'Euromaïdan et pendant une courte période après l'élection de Zelenskyy, lorsque ses efforts pour parvenir à une fin stable de la guerre dans le Donbas semblaient couronnés de succès. Actuellement, il existe un consensus dans la société ukrainienne selon lequel, pour parvenir à la paix, il est nécessaire d'expulser l'armée russe du pays (en détruisant leur armée si possible), de « démilitariser » la Fédération de Russie, au moins jusqu'au point où elle ne peut plus bombarder les villes ukrainiennes paisibles et nous faire chanter en nous privant d'électricité, d'eau et de chauffage. Voilà ce que les Ukrainiens considèrent comme un mouvement dans la bonne direction. Tout le reste est perçu comme une déviation de la trajectoire.

Dans le même temps, selon l'Institut de sociologie de Kiev, le pourcentage de personnes qui pensent que l'Ukraine peut accepter certaines concessions territoriales pour parvenir à la paix a diminué de 10 % à 7 % au cours des cinq derniers mois. Selon les dernières données disponibles, 87 % de la population ne veut faire aucune concession territoriale à la Fédération de Russie [2]. Le point crucial est que l'écrasante majorité des personnes interrogées dans toutes les régions de l'Ukraine, y compris l'Ouest, l'Est et le Sud, rejettent la possibilité de concessions territoriales pour parvenir à la paix. En outre, les représentants de tous les principaux groupes ethniques et linguistiques sont également de cet avis. Même parmi les citoyens ukrainiens qui s'identifient comme des « russophones », 57 % s'opposent à des concessions territoriales au régime de Poutine [3]. Le début des attaques généralisées de missiles sur les centrales électriques et les pannes d'électricité qui en découlent ne semblent contribuer qu'à renforcer l'opinion des Ukrainiens selon laquelle les négociations avec les Russes sont toujours inutiles [4]. Bien que les sondages sociologiques effectués pendant la guerre puissent être imprécis, ils démontrent de manière adéquate les principales

tendances de l'évolution de l'opinion publique.

Quand les Ukrainiens accepteront-ils de négocier ?

Les personnes aux États-Unis, dans les pays européens et dans le reste du monde qui souhaitent l'ouverture de négociations de paix devraient au moins obtenir la fin immédiate de la destruction des infrastructures critiques ukrainiennes par les missiles russes et le rétablissement d'un approvisionnement régulier de la population en électricité et en chauffage. Pour ce faire, il faut instaurer des sanctions plus strictes à l'encontre de la Russie, ce qui réduira sa capacité à produire de tels missiles, et doter l'Ukraine de systèmes de défense aérienne et antimissile plus efficaces, réduisant ainsi l'efficacité des attaques russes.

Il vaudrait la peine de convaincre les gouvernements du monde entier de cesser d'acheter du pétrole et du gaz russes, de fournir des systèmes de défense antimissile et au moins quelques milliers de transformateurs électriques de qualité industrielle pour rétablir l'approvisionnement régulier en électricité, en eau et en chauffage (de préférence avec les équipes de réparation pour leur installation) au lieu de perdre du temps à parler de la nécessité pour le monde de convaincre Zelenskyy de quelque chose. Ce n'est que si cela est fait que nous pouvons, au moins hypothétiquement, espérer que l'intérêt des Ukrainiens pour les négociations de paix augmentera.

Zelenskyy et son parti ont peut-être de nombreux défauts, mais il est clair qu'ils dépendent de l'opinion publique et la suivent de très près. Ainsi, quoi qu'il arrive, les autorités ukrainiennes ne peuvent accepter de négociations et une paix que si une majorité convaincante du peuple ukrainien les accepte.

Il est nécessaire de convaincre la majorité des Ukrainiens que les négociations pourraient avoir un sens pour convaincre Zelenskyy d'entamer des négociations de paix avec les Russes. La meilleure façon d'y parvenir est d'offrir publiquement au moins quelques propositions claires pour de telles négociations. La Russie est-elle prête à annuler immédiatement la décision d'annexer des territoires ukrainiens ? Veut-elle discuter du retrait des troupes ? Si ce n'est pas le cas, il sera difficile d'expliquer aux Ukrainiens ce qui peut être négocié en dehors des échanges de prisonniers de guerre (qui ont déjà lieu régulièrement).

Si des pourparlers de paix sont possibles, ils n'ont une chance d'obtenir le soutien de l'opinion publique que s'ils se déroulent en public. Il n'est pas exclu que si les Russes proposent publiquement de discuter d'un plan de paix qui inclurait le retrait des troupes russes d'Ukraine et les perspectives de restauration de l'intégrité territoriale du pays, les Ukrainiens pourraient accepter de telles négociations. Mais aucune proposition incluant le retrait des troupes russes n'a été annoncée pour le moment. De facto, les Russes « proposent des négociations » uniquement pour retarder la contre-offensive ukrainienne jusqu'à ce qu'ils puissent reconstituer leurs forces, on ne voit donc pas bien ce qui devrait susciter l'intérêt des Ukrainiens.

Jusqu'à présent, seule une rhétorique guerrière et des promesses d'« atteindre les objectifs de l'opération spéciale » à tout prix sont entendues publiquement de la part des dirigeants de la Fédération de Russie. La dernière chose que nous avons entendue de la part du chef adjoint du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, D. Medvedev, était une revendication territoriale sur la « ville russe de Kiev. » Dans le même temps, il a traité les citoyens de Kiev qui n'étaient pas d'accord avec sa revendication de « cafards » (ce qui suggère des associations avec la rhétorique des organisateurs du génocide au Rwanda [5]).

Pourquoi n'y a-t-il pas de négociations de paix maintenant ?

Pour conclure, la responsabilité du fait que les négociations de paix ne sont pas actuellement en cours incombe entièrement à la Fédération de Russie, qui ne fournit, du moins publiquement, aucune proposition que la majorité des Ukrainiens pourrait même hypothétiquement accepter. L'Ukraine a pourtant lancé de telles propositions. Avant les attaques massives contre les infrastructures civiles ukrainiennes, l'Ukraine avait annoncé publiquement des propositions à la réunion d'Istanbul du 29 mars, qui comprenaient le retrait des troupes russes jusqu'à la ligne du 23 février et le report des discussions sur la Crimée et le Donbas. Dans le même temps, la partie ukrainienne a insisté sur le fait que tous les différends devaient être résolus par des référendums transparents organisés sous la supervision d'observateurs internationaux et après le retour de toutes les personnes déplacées de force.

La réponse publique du ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, Serhii Lavrov, a été que le « statut neutre » de l'Ukraine leur convient « conceptuellement » et, dans le même temps, pas un mot n'a été dit sur la volonté de retirer les troupes. Il semble que le Kremlin ne considère pas les référendums difficiles à falsifier comme une option pour une solution possible. Ils ne perçoivent toujours pas les Ukrainiens comme l'entité qui prendra la décision finale. Cela ne rentre tout simplement pas dans leur tête. C'est le principal problème de la perspective de négociations de paix. Il n'y a aucune certitude qu'il soit judicieux de les mener avec les dirigeants russes actuels. Il n'y a aucune certitude que les autorités russes comprennent que Zelenskyy ne peut pas simplement signer ce qu'il veut et que même Biden ne peut pas forcer Zelenskyy à signer un accord que la majorité des Ukrainiens n'approuvera pas.

En octobre-novembre, certains pays médiateurs ont avancé des propositions pour une éventuelle conclusion de la paix à condition de procéder au retrait des troupes russes du sud et de l'est de l'Ukraine, y compris du Donbas, mais en reportant de sept ans la question du statut de la Crimée. En cas d'intérêt de Moscou, il lui a été proposé d'arrêter les frappes de missiles sur les infrastructures critiques de l'Ukraine pour prouver le sérieux de ses intentions. La Russie a répondu par une frappe massive de missiles pendant le sommet du G20.

Après que Zelenskyy ait mis en avant un ordre du jour possible pour les négociations sous la forme de 10 points dans son discours au sommet du G20 (et encore plus après qu'il ait annoncé la demande de négociations publiques), toute déclaration des diplomates russes sur le désir de négociations, non appuyée sur des propositions publiques, peut être clairement qualifiée de mensonge et de manipulation.

Les Ukrainiens veulent la paix, mais pas un autre « cessez-le-feu » qui durera jusqu'à la prochaine invasion. La campagne pour la paix est en fait menée même dans les grands médias ukrainiens, mais la confiance dans les négociations de paix et une paix durable sont impossibles sans discussion publique de ses termes. En particulier, le rédacteur en chef de la « Pravda ukrainienne », Sevgil Musaeva, une Ukrainienne d'origine tatare de Crimée, ne rejette pas les négociations. Même si le report de la décision sur la Crimée est une question qui la concerne au premier chef, elle appelle à la formulation publique de conditions de paix équitables, car si « la société ukrainienne ne ressent pas de justice, tout accord est voué à l'échec dès le départ. »

Nous, socialistes ukrainiens, devons maintenant veiller attentivement à ce que personne n'oublie que les négociations de paix doivent être publiques et uniquement publiques, uniquement sur des termes acceptables pour les Ukrainiens. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions compter sur une paix juste et durable.

Denys Bondar
Zakhar Popovych

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Traduction : Catherine Samary (avec DeepL gratuit)

Соціальний рух

<https://rev.org.ua/the-left-view-on-the-prospects-of-peace-negotiations/>

Notes

[1] Zelenskyy a déclaré qu'il souhaitait que la conversation sur ces solutions soit publique et ne se déroule pas à huis clos.

[2] <https://www.kiis.com.ua/?lang=eng&cat=reports&id=1136&page=1>

[3] <https://www.kiis.com.ua/?lang=eng&cat=reports&id=1133&page=1>

[4] <https://www.kiis.com.ua/?lang=eng&cat=reports&id=1151&page=1>

[5] L'idéologie du génocide des Ukrainiens, qui est activement formée et institutionnalisée dans la Fédération de Russie en tant qu'idéologie d'État, ainsi que le déclin rapide du fascisme dans le pays en général, méritent bien sûr un article séparé.